



PL1 - Renverser la marchandisation du logement

Travail législatif

Lois adoptées récemment

- [Projet de loi no 31, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation.](#) 2024.
 - [Muni-Express du 22 février 2024](#) (présentation des principales mesures)
- [Projet de loi n° 37, Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement en matière d'habitation.](#) 2022.
 - [Muni-Express du 11 juillet 2022](#) (présentation des principales mesures)

Projets de lois proposés par des partis d'opposition

- [Projet de loi no 898, Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement.](#) 2025.
- [Projet de loi no 699, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent.](#) 2024.
- [Projet de loi no 593, Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée.](#) 2023.
- [Projet de loi no 198, Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires aînés contre les reprises de logement ou les évictions.](#) 2023.
- [Projet de loi no 892 Loi visant à élargir le droit d'un locataire de faire fixer le loyer et de faire modifier d'autres conditions du bail par le Tribunal administratif du logement.](#) 2022.
- [Projet de loi no 390, Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement.](#) 2021.

Politique gouvernementale

- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. [Stratégie québécoise en habitation.](#)
- [Programme d'habitation abordable Québec.](#) Principal programme actuellement au Québec
 - [Voir les autres programmes de la SHQ](#)
 - Voir aussi la nouvelle mesure en support:
 - Foy, Megan. [Société d'habitation du Québec Des prêts publics pour le logement abordable.](#) *La Presse*, 12 août 2025.

Études, rapports et propositions

- Alliance des corporations d'habitations abordables du territoire du Québec (ACHAT). [Habitation à but non lucratif : Architecture d'un nouveau modèle québécois.](#) Mai 2025.
- Association des groupes de ressources techniques du Québec. [Le logement social et communautaire : un investissement qui rapporte au Québec.](#) Mai 2025.
- Boucher, Geoffroy. [Bilan du 1er juillet 2025 : des centaines de personnes aînées sans logement.](#) Montréal : Observatoire québécois des inégalités, octobre 2025.
- Conseil national du logement. [Augmenter le secteur du logement hors marché au Canada.](#) Ottawa : Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités du Canada. 2025.
 - Au-delà des recommandations, le rapport est intéressant pour connaître les rôles des différents paliers de gouvernement, ainsi que la politique fédérale actuelle.
- Desormeaux, Marc ; Norman, Kari ; Bartlett, Randall. [Mesures de stimulation de l'offre de logements : quelle incidence sur les mises en chantier au Canada?](#) Desjardins. 10 septembre 2024 (Point de vue économique)
 - « Dans cette note, nous estimons les répercussions que pourraient avoir les récentes politiques fédérales en matière de construction de logements sur les mises en chantier, l'abordabilité et la qualité de vie des ménages canadiens. »

- Dion, Mah Aristide. [Matière à réflexion : portrait de l'abordabilité du logement locatif au Québec](#). Québec : Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec. 21 décembre 2022.
- Lanctôt, Aurélie. [Pour que le logement soit un droit : Entretien avec Véronique Laflamme et Louis Gaudreau](#). *Liberté : art et politique*, n° 333, automne 2021, p. 17-23.
 - Quelques éléments :
 - Argumentaire : « Quels sont les arguments qui soutiennent l'existence d'une crise du logement au Québec en 2021? »
 - Droit au logement : « Au provincial, même si le droit au logement est indirectement reconnu dans la Charte québécoise, on a très peu fait sur le plan juridique pour rendre ce droit justiciable. »
- Gaudreau, Louis ; Goyer, Renaud ; Van Vliet, Simon, et autres. [Les expulsions résidentielles sur le Plateau-Mont-Royal](#). Collectif de recherche et d'action sur l'habitat. 21 décembre 2020
 - Présente une typologie de l'expulsion locative : « Nous y distinguons les trois pratiques de la reprise de possession, de l'éviction et de la rénoviction. »
- Gaudreau, Louis ; Héon Cliche, Catherine. [Les grands gagnants de la crise du logement](#). Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. 17 juin 2024.
 - Conclusion : « Sans remettre en question le besoin de construire davantage de logements, et plus rapidement, pour répondre à la crise du logement, les constats présentés dans cette note nous obligent à repenser les modèles d'investissement et de développement résidentiels qui ont prévalu jusqu'ici. »
- Québec. Institut de la statistique du Québec. [L'évolution du Québec depuis 25 ans selon les travaux de l'Institut de la statistique du Québec. Habitudes de consommation des ménages](#). Québec : Institut de la statistique Québec. 2025.
 - Différentes données présentant l'évolution les coûts du logement sur 25 ans.
- Lagacé, Frédérique. [Le logement social et abordable au Québec](#). Québec : Institut de la statistique du Québec, juin 2024.
- Norman, Kari ; Boulais-Préseault, Maëlle. [Perspectives de Desjardins sur le marché locatif : L'inflation des loyers ralentit grâce à la baisse de la demande et à l'augmentation de l'offre](#). Desjardins. 12 novembre 2025.
 - Portrait de la situation actuelle et perspectives
- Posca, Julia ; Hébert, Guillaume. [Crise du logement : un marché locatif en manque d'encadrement](#). Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. 29 juin 2023.
- Québec. Vérificateur général du Québec. [Accessibilité à des logements subventionnés par la Société d'habitation du Québec : audit de performance : Société d'habitation du Québec](#). dans *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2024-2025*. Québec (Québec) : Vérificateur général du Québec, novembre 2024- vol. 5.
 - Quatre constats importants
- Simard, Julien. Vieillir et se loger. [Précarité résidentielle et gentrification dans les quartiers centraux montréalais. Recherches sociographiques](#), 62(1), p. 65-93.
 - « Les politiques publiques concernant le vieillissement ont toutes pour objectif le maintien à domicile du plus grand nombre de personnes vieillissantes. Comment vieillir chez-soi, dans un quartier central montréalais, si l'on est victime d'éviction ou de reprise de logement? »
- Vivre en ville. [Portes ouvertes, 2e éd. : Pour une sortie de crise durable en habitation](#). 2025.
 - « Vivre en Ville présente une importante réflexion collective visant à transformer notre rapport à l'habitation. »
- Vivre en ville. [Étude sur le marché locatif résidentiel: Volet Québec \(Édition 2024\)](#). 2024.
 - « L'étude révèle des faits inédits sur la situation de l'habitation au Québec, dont des données sur les refus de demande de réparations et sur les documents et dépôts exigés par les locataires pour l'accès à un logement. »

Exemples au Québec (revue de presse)

- Colpron, Suzanne. [MRC des Laurentides Une fiducie pour protéger le logement abordable](#). 9 août 2025.

- Desjardins. [Le partenariat en habitation entre le gouvernement du Québec, le Fonds de solidarité FTQ et Desjardins dépassera son objectif qui était de 2 000 logements](#). Octobre 2023.
- Desjardins. [Le modèle coopératif : des retombées concrètes](#). 5 septembre 2022.
- Foy, Megan. [Crise du logement Les villes québécoises boudent le catalogue fédéral d'habitations](#). *La Presse*, 31 octobre 2025.
- Gauthier, Gabriel. [Unités d'habitation accessoires : La densification douce rendue possible](#). *La Presse*, 7 mai 2025.
 - Des suites d'une nouvelle disposition du projet de loi 31
- Laroche, André ; Roberge, Alain. [Dunham Une solution originale à la crise du logement](#). *La Presse*, 19 octobre 2025.
- Martinez, Emmanuel. [Faire œuvre utile pour le logement étudiant](#). *Les Affaires*, décembre 2024.
- Pouliot, François. [La Loi 31 comme levier pour accélérer 18 projets d'habitation à Québec](#). *Radio-Canada*, 20 mai 2025.
- Sarrazin, Sylvain. [Village Urbain : Le cohabitat s'implante à Lachine](#). *La Presse*, 14 avril 2023.
- Vivre en ville. [Cohabitat Québec: la planification et la mise en oeuvre du projet](#). Étude de cas. 3 juillet 2027.

Exemples ailleurs au Canada (revue de presse)

Ontario :

- Cloutier, Jean-Sébastien. [Minimaisons en fond de cour : le Québec suivra-t-il l'Ontario?](#) Radio-Canada, 12 juin 2024.
- Bolduc, Bolduc. [L'Ontario a un nouveau plan pour le logement; est-ce que ça va marcher?](#) Radio-Canada, 12 mai 2025.
- [Projet de loi 60 : plus de pouvoir au ministre du Logement en matière d'aménagement](#). Radio-Canada. 20 novembre 2025.
- Sussex. [Une nouvelle loi ontarienne sur le logement vise à accélérer le développement](#). 23 octobre 2023.

Colombie-Britannique :

- Magher, Jennifer. [Une nouvelle plateforme vise à accélérer la construction de logements](#). Radio-Canada. Novembre 2025.
 - Plus récente initiative dans cette province
- British Columbia. [Plus de logements pour les gens](#).
 - Page gouvernementale. La section « Aide aux locataires » présente quelques initiatives gouvernementales récentes.
 - Voir cette autre page très intéressante, uniquement disponible en anglais :
 [Local government housing initiatives](#) La page présente des initiatives législatives récentes.

Exemples européens (revue de presse)

- [Des idées européennes à la rescousse pour contrer la crise du logement?](#) Radio-Canada, 3 novembre 2024.
- [Le modèle suédois: Un autre modèle de l'habitation coopérative](#). Magazine CITÉCOOP, n° 16, printemps 2022, p. 35-37.
- Collard, Nathalie. [Pénurie de logements Des idées venues d'ailleurs](#). 17 novembre 2024.
- Ducas, Isabelle. [La Presse en Autriche Logement social : les leçons de Vienne](#). *La Presse*, 13 octobre 2021.
 - Alliance des corporations d'habitations abordables du territoire du Québec (ACHAT). [Modèle autrichien : L'écosystème d'habitation sociale mature et performant](#). 2023.
- Polèse, Mario. [Logement abordable Vienne a-t-elle trouvé la recette ?](#) *La Presse*, 23 juin 2023.



PL2 : Loi sur la bonification des redevances sur l'exploitation de l'eau à des fins commerciales et autres mesures écologiques

Afin d'alléger le texte, le ministère de l'Environnement, de la lutte contre les changements climatiques, de la faune et des parcs est désigné par son sigle **MELCCFP**.

Lois et règlements

- C-6.2 - [Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés](#)
- Q-2 - [Loi sur la qualité de l'environnement](#)
- Q-2, r. 42.1 - [Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau](#)
- Q-2, r. 35.2 - [Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection](#)
- P-29, r. 2 - [Règlement sur les eaux embouteillées](#)

Travail législatif (en ordre chronologique croissant)

- Charrette, Benoit. [Mémoire au Conseil des ministres. Projet de loi instituant le Fonds bleu et modifiant d'autres dispositions](#). 24 mars 2023. 7 p.
- Assemblée nationale du Québec. 43e législature, 1re session. [Projet de loi n° 20 Loi instituant le Fonds bleu et modifiant d'autres dispositions](#). Sanctionné le 9 juin 2023.
 - [Cheminement du projet de loi](#)
- Certains mémoires ont été déposés lors du mandat « Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 20 » de la Commission Transports et environnement :
 - Eau secours! [La gestion responsable de l'eau par une redevance sur les prélèvements, un Fonds bleu, un libre accès public aux données et un accès limité à l'embouteillage d'eau : mémoire présenté à la Commission des transports et de l'environnement](#). 9 mai 2023. 27 p.
 - Association canadienne des boissons. [Mémoire – Projet de loi No. 20](#). 2023, 8 p.
 - Coalition québécoise sur la problématique du poids. [Une occasion de protéger la santé et le bien-être de la population](#). 2023, 10 p.
 - Voir aussi les [autres mémoires déposés](#)

Publications gouvernementales (en ordre chronologique croissant)

- Gouvernement du Québec [Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030](#). 2018.
- [Stratégie québécoise d'économie d'eau potable - Horizon 2019-2025](#). 2019, 54 p.

- MELCCFP. [Analyse d'impact réglementaire du projet de règlement modifiant la redevance sur l'eau. Projets de règlement modifiant le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau et le Règlement sur la déclaration des prélevements d'eau](#). 2023. 41 p.
 - Présente les avantages, les inconvénients et les impacts du projet de règlement, notamment sur les entreprises.
- Gouvernement du Québec. [Plan national de l'eau : une richesse collective à préserver](#). 2024, 79 p.
- Ministère des finances. [Redevance exigible pour l'utilisation de l'eau](#). 2025
- MELCCFP. [Facteurs influençant la quantité d'eau](#). Dans *Rapport sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques du Québec 2025*. 2025, p. 195-199

Études et rapports (en ordre chronologique croissant)

- Nature Québec. [Les solutions nature pour le climat en milieu municipal : un guide à l'intention des municipalités québécoises qui souhaitent faire de la nature une alliée dans la lutte contre les changements climatiques](#). 2024, 60 p.
- Université Laval, Chaire de recherche en eau potable; MELCCF. [L'impact des changements climatiques sur les sources d'eau potable au Québec](#). 2024, 55 p.
- Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines. [Bilan 2024 du Portrait des infrastructures en eau des municipalités du Québec-PIEMQ](#). Mars 2025. 2 p.
- Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques. [4.1 Redevances exigibles sur l'utilisation de l'eau \(Québec\)](#). Dans *Inventaire des mesures écofiscales au Québec – Édition 2025*. Octobre 2025, p. 47 [Cahier de recherche 2025-07]
 - Présentation et analyse détaillée de la gouvernance de l'eau dans chaque province et territoire et de la fédération. On y fait également le portrait des infrastructures dans chaque juridiction dans une perspective d'opportunité pour les entreprises françaises.

Revue de presse (en ordre chronologique croissant)

- Kauffmann, Camille; Morand, Claire. [Pour affronter le changement climatique, Berlin se transforme en éponge](#). *La Presse*. 12 juin 2024.
- Fortier, Marco. [La «ville éponge» contre les inondations](#). *Le Devoir*. 15 octobre 2024.
- Vaillancourt, Victor. [Quelles sont les entreprises qui captent notre eau?](#) *Pivot*. 6 mai 2025.
- Corriveau, Jeanne. [Les parcs éponges gagnent du terrain](#). *Le Devoir*. 20 mai 2025.
- Fleitor, Gaëlle. [Augmenter le tarif de l'eau l'été ou en cas de forte consommation, est-ce que cela fonctionne ?](#) *Ouest-France*. 8 juin 2025.
- Boussais, Camélia. [Les données des grands préleveurs d'eau diffusées sans être vérifiées](#). *Le Devoir*. 30 juillet 2025.
- Gerbet, Thomas; Dépelteau, Marianne Dépelteau; Deshaies, Thomas. [Par crainte de manque d'eau, Québec va tester une limite de consommation](#). *Radio-Canada*. 8 septembre 2025.
- Guérin, Shanelle. [Manque d'eau : comment les municipalités peuvent-elles s'adapter?](#) *Radio-Canada*. 13 novembre 2025.

Exemples à l'extérieur du Québec (en ordre chronologique croissant)

- Fronteddu, Boris. [L'eau en bouteille : consommer à en perdre la raison](#). Bruxelles : CPCP. Septembre 2021, 28 p. [Analyse n° 439]
 - Analyse des raisons du succès de l'eau embouteillée en Belgique et des enjeux environnementaux et sociaux qui lui sont liés.
- Office International de l'Eau. [Les modèles économiques de gestion et de tarification de l'eau en Europe : Synthèse](#). Mars 2023. 33 p.
 - Analyse de la situation en matière de gestion et de tarification de l'eau dans sept pays européens (France, Irlande, Pays-Bas, Roumanie, Allemagne, Espagne et Lettonie) présentée dans des « fiche Pays » séparées.
- Conseil économique, social et environnemental. [Eau potable : des enjeux qui dépassent la tarification progressive](#). Novembre 2023, 98 p.
 - Analyse des questions de tarification et des différents mécanismes existants dans le cas français.
- Poinsot, Lydie. Simounet, Juliette. [La gestion de l'eau au Canada](#). Ambassade de France au Canada. Service économique régional d'Ottawa. Avril 2024, 9 p.



PL3 – Optimisation de l'éducation post-secondaire

Travail législatif (pétitions, débats, projets de lois)

- Aucune pétition
- Projet de loi n° 107, Loi modifiant diverses dispositions concernant principalement le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études et la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial. Déposé le 22 mai 2025.
 - Bussières McNicoll, Fannie. Cure minceur pour plus d'efficacité dans la structure des Cégeps. Radio-Canada. 23 mai 2025.
 - Fédération du personnel professionnel des collèges. La FPPC-CSQ dénonce un recul majeur qui met à risque les processus de contrôle de la qualité dans les cégeps. 29 mai 2025.

Mémoires prébudgétaires :

- Regroupement des Cégeps en région. Des Cégeps autonomes au bénéfice de leurs régions. Mémoire pré-budgétaire 2025-2026.
- Fédération des Cégeps. Les cégeps à la croisée des transformations : Mémoire déposé dans le cadre des consultations prébudgétaires 2022 -2023 du ministère des Finances du Québec. Décembre 2021.

Publications gouvernementales ou politiques

- Gouvernement du Québec. Plan d'action pour la réussite en enseignement supérieur 2021-2026. Regards croisés sur les conditions de réussite éducative des premiers cours de littérature et de philosophie au cégep. Juin 2024
 - « La ministre Pascale Déry souhaite mobiliser le réseau collégial pour valoriser la formation générale et moderniser les pratiques d'enseignement. »
 - Fédération de l'enseignement collégial. Publication du rapport sur les « cours défis » au collégial - « L'enseignement de la littérature et de la philosophie est un pilier fondateur de ce projet d'envergure, qui est toujours en marche ». Cision. Communiqués de presse. 14 juin 2024.
« Les parcours scolaires préalables ainsi que la situation sociale et économique des étudiantes et des étudiants influencent grandement leur persévérance au collégial. Il est crucial de considérer ces facteurs pour mieux comprendre les défis de la réussite et agir en conséquence. Le gouvernement doit par exemple s'attaquer aux inégalités, bien documentées, provoquées par l'école à trois vitesses et qui ont un effet négatif sur les parcours étudiants au cégep », de conclure le président de la FEC-CSQ. »
- Vérificateur général du Québec. Gestion du parc immobilier des cégeps. Audit de performance. Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2023-2024. Mai 2024.
 - Labbé, Jérôme. Les deux tiers des cégeps sont en mauvais état, selon la vérificatrice générale. Radio-Canada. 23 mai 2024.

- Aile parlementaire du parti québécois. [Abolition des cégeps - Le ministre Bolduc doit rejeter clairement la proposition des jeunes libéraux.](#) Cision. Communiqué de presse. 9 août 2014
 - Richer, Jocelyne. [PLQ: les jeunes veulent abolir les cégeps et coller aux besoins des employeurs.](#) L'Actualité. 7 août 2014

Études et rapports

- Beaulieu-Kratchanov, Léa. [Le Cégep est-il à la portée de tous? Une nouvelle étude révèle des inégalités dans l'accès et la diplomation au niveau collégial.](#) Pivot. 19 août 2024
- Fortin, Pierre. [L'effet des cégeps du Québec sur le nombre total d'années de scolarité.](#) Canadian Public Policy. September 2022.
 - Nous décrivons la réforme collégiale des années 1960 au Québec et nous étudions l'effet initial de la création des cégeps sur la scolarisation des jeunes Québécois en la comparant à celle des jeunes Ontariens.
- De Croce, Marianne. [La CAQ et l'enseignement supérieur : chronique d'une marchandisation annoncée ?](#) Institut de recherche et d'informations socioéconomique. 18 octobre 2018
- [Les études secondaires et postsecondaires : propositions de réorganisation pour améliorer la performance du système d'éducation au Québec.](#) Rapport présenté par M. Denis Bédard à la Fédération des commissions scolaires du Québec. Septembre 2003
 - [Abolir les cégeps, proposent les commissions scolaires.](#) Radio-Canada. 28 novembre 2003
 - Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec. [Abolition des cégeps : une proposition incompatible avec l'accessibilité aux études supérieures.](#) 7 mai 2003.
 - Fortin, Pierre. [L'apport des cégeps à la société québécoise. Étude préparée pour la Fédération des cégeps.](#) 27 avril 2004.
 - « Loin d'entraîner des économies, disent-ils, la disparition des cégeps coûterait plus cher à la société. Le coût d'une année d'étude au niveau préuniversitaire collégial étant le même qu'au secondaire mais presque deux fois moindre qu'au premier cycle universitaire, la redistribution projetée de l'actuelle clientèle des cégeps alourdirait notre facture collective. » Facal, Joseph. [Faut-il abolir les cégeps?](#) Le journal de Montréal. 7 juin 2004

Revue de presse

- Bélisle, Mathieu. [Les ça jappe.](#) La Presse. 24 mars 2023
- Fortin, Pierre. Tuer les Cégeps? Alors que les cégeps fêtent leurs 50 ans, leur pertinence fait toujours débat. L'Actualité. 10 novembre 2017. *Voir l'article à la fin du document.*
- Longpré, Tania. [Abolir les cégeps?](#) Le journal de Montréal. 21 septembre 2015
- [Abolition des cégeps : les propos de François Legault déplaisent en Mauricie.](#) Radio-Canada. 6 octobre 2011.

Tuer les cégeps ?

Pierre Fortin

Alors que les cégeps fêtent leurs 50 ans, leur pertinence fait toujours débat. Pierre Fortin se penche sur la question.

Les premiers cégeps ont été inaugurés en septembre 1967. Ils fêtent cet automne leur 50e anniversaire. Pourtant, la survie même des cégeps continue d'être périodiquement remise en question par divers intervenants politiques.

En 2013, le ministre Pierre Moreau a souhaité ouvrir le débat sur leur pertinence. En 2014, la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec a proposé de les abolir. En 2016, toutefois, le premier ministre, Philippe Couillard, a plaidé en leur faveur. Il a décrit les cégeps comme des acteurs socioéconomiques majeurs qui sont là pour de bon. Il a eu de bons mots pour le cégep de Saint-Félicien, situé dans sa propre circonscription de Roberval.

Si on veut régler la question de la pertinence des cégeps, il faut d'abord comprendre pourquoi elle revient sur le tapis à tout bout de champ.

Depuis 50 ans, le cheminement vers le bac universitaire n'est pas le même au Québec qu'ailleurs en Amérique du Nord. Ailleurs, il y a un système de 16 ans de type 12-4 : diplôme d'études secondaires (DES) après 12 ans et bac universitaire 4 ans plus tard. Des parcours plus brefs sont offerts dans des « collèges communautaires », mais ils sont facultatifs et aboutissent à des diplômes inférieurs au bac. Le Québec s'appuie lui aussi sur un système de 16 ans, mais de type 11-2-3 : DES après 11 ans, diplôme collégial 2 ans plus tard, puis bac après 3 ans d'études universitaires. Pour qui veut accéder à l'université, le passage par le cégep n'est pas facultatif, mais obligatoire.

À lire aussi:Vive les services de garde !

Le changement envisagé par les « réformistes » consisterait à abolir la formation préuniversitaire de deux ans du cégep en transformant sa première année en 6e secondaire et en faisant de sa deuxième année la première année d'un bac de quatre ans à l'université. La formation technique du cégep resterait inchangée. Ce bouleversement de structure sourirait aux universités et aux commissions scolaires, parce qu'elles obtiendraient ainsi plus d'argent -- en contrepartie de quoi elles devraient évidemment enseigner à un effectif plus grand.

Le cégep est une innovation qui rend les Québécois différents des autres Nord-Américains. Cette différence entraîne un malaise chez certains. Mais au bout du compte, la question qui importe vraiment est celle des effets concrets de l'innovation. Nous a-t-elle fait progresser ou, au contraire, reculer ? D'abord et avant tout, il faut se demander si le système des cégeps a permis d'accélérer la scolarisation des jeunes Québécois ou a plutôt freiné son élan.

Une pièce majeure de l'analyse scientifique de la question est la thèse de doctorat que l'économiste canadien Mark Lewis a présentée au Massachusetts Institute of Technology il y a 15 ans. Lewis a déterminé les répercussions qu'a eues l'introduction des quatre premiers cégeps anglophones (Dawson, John Abbott, Vanier et Champlain) sur la scolarisation des jeunes Anglo-Québécois. Après avoir soustrait les effets d'autres facteurs qui ont pu jouer simultanément, il a trouvé que le système des cégeps avait fait augmenter de plusieurs mois leur nombre d'années d'études terminées et progresser d'environ 10 % leur taux de diplomation universitaire. Il a été forcé de conclure que le cégep était bel et bien un accélérateur de scolarisation et non un frein.

Il n'y a aucune raison de croire qu'il en va autrement pour les jeunes francophones. La scolarité moyenne que les Québécois francophones de 25 à 44 ans ont atteinte dans leur parcours peut être estimée aujourd'hui à 15,1 années d'études achevées. Cette scolarité est la même qu'en Ontario, et elle est supérieure à celle des huit autres provinces (14,8 années). Il est vrai que le taux de diplomation universitaire de ces jeunes adultes est plus faible au Québec qu'en Ontario (pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les cégeps, on en reparlera). Mais comme en fait foi le graphique ci-dessous, la popularité des études professionnelles, collégiales et techniques au Québec est telle que les 25 à 44 ans sont malgré tout plus nombreux à être titulaires d'un diplôme supérieur à celui du secondaire que ceux des quatre autres grandes régions du Canada.

Il ne fait aucun doute que le système collégial et universitaire québécois doit s'améliorer, notamment en matière de persévérance jusqu'à l'obtention du diplôme. Mais aller jusqu'à détruire un système qui donne de bons résultats pour tout recommencer serait contraire à la preuve scientifique dont on dispose, en plus de coûter les yeux de la tête. Mieux vaut améliorer que détruire.

Plein écran

Cet article est paru dans [L'Actualité \(site web\)](#)